

Sport et économie en Suisse

De l'importance économique du sport en Suisse



De l'importance économique du sport en Suisse

Version abrégée

Heinz Rütter, Corina Rieser, Pino Hellmüller, Tonio Schwehr, Oliver Hoff

Cette version abrégée se fonde sur un rapport détaillé (qui n'existe qu'en allemand):
Rütter, H., Rieser, C. et al. (2016). Wirtschaftliche Bedeutung des Sports in der Schweiz – 2014. Rüschlikon: Rütter Soceco.
Celui-ci peut être téléchargé sur les sites suivants: www.ofspo.ch et www.ruetter-soceco.ch.

Sommaire

Présentation sommaire des résultats	5
Importance économique du sport en Suisse en 2014	5
Evolution de l'économie du sport entre 2005 et 2014	6
Evolution de l'économie du sport en comparaison avec l'économie globale	7
Situation initiale et objectifs	8
Détermination de l'importance économique du sport en Suisse	8
Observation des évolutions suivies par l'économie du sport en Suisse	9
Résultats	10
Economie du sport en 2014	10
Résultats détaillés pour chaque secteur du sport	13
Approche méthodologique	20
Définition – qu'est-ce que le sport?	20
Socle de données	22
Sources bibliographiques	23

Présentation sommaire des résultats

Cette étude jette un éclairage sur l'importance du sport pour l'économie nationale et sur les divers secteurs du sport. Elle constitue la quatrième actualisation de la vaste étude de base portant sur l'année 2005 [2], qui avait chiffré pour la première fois en Suisse l'importance du sport comme facteur économique déterminant. Ses résultats contribueront à renforcer la base de données et d'informations sur les statistiques économico-sportives dont ont besoin les responsables de la politique du sport et les acteurs opérant dans les secteurs du sport. L'étude est axée sur les incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi dans l'économie du sport ainsi que sur les dernières tendances observées dans chaque secteur.

Importance économique du sport en Suisse en 2014

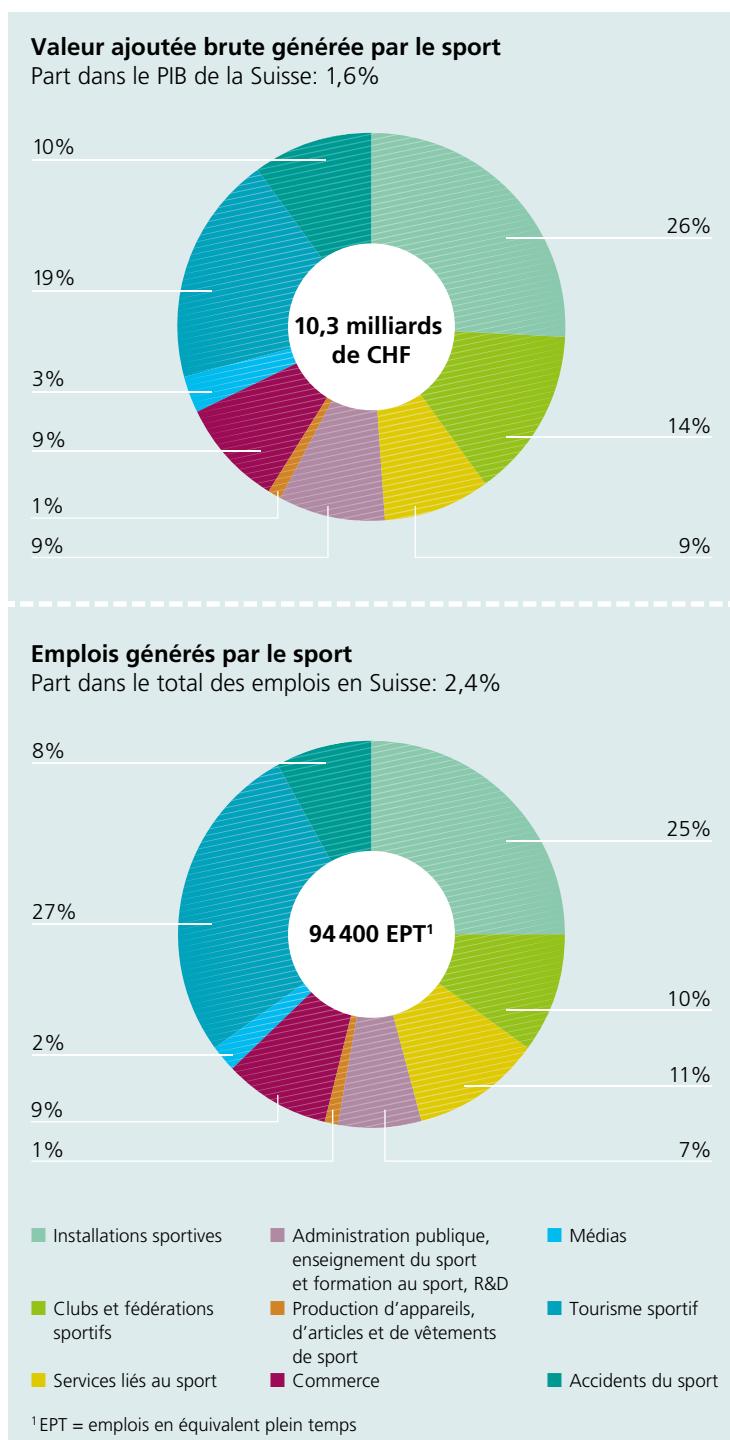
Fort d'un chiffre d'affaires estimé à 20,7 milliards de CHF, l'économie du sport suisse a généré en 2014 une valeur ajoutée brute de 10,3 milliards de CHF et un volume de 94 400 emplois en équivalent plein temps (EPT).¹

Ainsi, le sport a fourni dans l'ensemble une contribution de 1,6 % au produit intérieur brut (PIB) et de 2,4 % au marché de l'emploi de la Suisse.

A titre de comparaison: la contribution de l'économie du sport au PIB suisse est semblable à celle de la branche de l'approvisionnement en énergie et en eau. Dans le même ordre de grandeur, on trouve la fabrication de machines (1,8 %) et la fabrication de produits métalliques (1,4 %). En même temps, le sport génère une valeur ajoutée environ deux fois supérieure à celle de l'agriculture et de la sylviculture (0,7 %) et environ trois fois supérieure à celle de l'édition combinée aux médias audiovisuels et à la radio (0,5 %).

Rapporté au marché du travail, le sport est à peu près comparable à la fabrication de produits électroniques et à l'horlogerie ou à l'agriculture et la sylviculture (2,7 % dans les deux cas), mais plus important par exemple que les assurances (1,1 %) ou que les industries alimentaires et du tabac (1,9 %).

Composition de la valeur ajoutée brute et des emplois générés par l'économie du sport par secteur d'activité en 2014



¹Les résultats qui suivent quant aux incidences sur l'emploi font systématiquement référence à ce qu'il est convenu d'appeler des emplois en équivalent plein temps (EPT). Un EPT correspond à un poste à 100 %.

Source: Rütter Soeco

Comme l'économie globale, celle du sport se compose de différents secteurs pesant plus ou moins lourd. Parmi les **neuf secteurs d'activité de l'économie du sport**, ce sont les installations sportives qui, avec 26 %, **contribuent** le plus à la valeur ajoutée brute. Environ un cinquième de cette valeur est imputable au tourisme sportif, suivi des clubs et fédérations sportifs (14 %) et des accidents du sport (10 %). L'administration publique du sport, l'enseignement du sport et la formation au sport, la recherche et le développement (R&D), les services liés au sport ainsi que le commerce représentent chacun 9 %. Par rapport au commerce, la production d'appareils, d'articles et de vêtements de sport joue un rôle nettement moins important en Suisse, avec 1 % de la valeur ajoutée brute liée au sport. Le secteur des médias est également mineur (3 %).

S'agissant des **emplois** générés par le sport, les secteurs renvoient des images contrastées. Reflet de la moindre productivité du travail², le tourisme sportif concentre 27 % des emplois (hôtellerie et restauration), soit plus que les installations sportives (25 %). A l'inverse des clubs et fédérations sportifs, où la productivité des fédérations internationales est élevée: avec 10 %, la contribution de ce secteur à l'emploi est inférieure à sa contribution à la valeur ajoutée (14 %).

Evolution de l'économie du sport entre 2005 et 2014

Par rapport à l'année de base 2005, l'économie du sport telle qu'observée en 2014 a globalement progressé. Dans l'intervalle, **le chiffre d'affaires et la production brute** ont gagné **près de 20 %**, ce qui représente une hausse estimée à environ 3 milliards de CHF (cf. illustration «Evolution indexée»). La **valeur ajoutée brute liée au sport**, qui a augmenté de quelque 15 % – soit **plus de 1 milliard de CHF** – entre 2005 et 2014, a connu une croissance légèrement moindre. Les emplois générés par le sport ont affiché une hausse moins prononcée que la valeur ajoutée en raison de l'amélioration de la productivité du travail, en particulier sur les périodes 2005-2008 et 2011-2014. En comparaison avec 2005, le sport a créé en 2014 un **volume d'emplois supplémentaire excédant 7000 postes en équivalent plein temps (+8 %)**.

L'évolution de l'économie du sport entre 2005 et 2014 a connu trois phases distinctes: **de 2005 à 2008**, on a observé une croissance manifeste. Durant cette phase, la valeur ajoutée brute générée par le sport a augmenté de 12 %, tandis que l'emploi a gagné 8 %. En 2008, l'économie du sport a principalement bénéficié de l'EURO de football, qui a entraîné une forte croissance ponctuelle dans les secteurs des services et des médias (et auquel se sont ajoutés les Jeux olympiques d'été de Pékin).

De 2008 à 2011, la valeur ajoutée brute et l'emploi générés par le sport ont accusé un léger recul (respectivement de 1,5 % et 1,8 %). Seule la production brute a connu une hausse, minime toutefois (0,6 %). Au cours de cette phase, c'est dans les secteurs du commerce et des services que le plus important repli de la valeur ajoutée brute a été enregistré. Cette évolution est due, d'une part, à la baisse des ventes dans le domaine du commerce spécialisé en raison de la faiblesse de l'euro et, d'autre part, à la fin des retombées de l'UEFA EURO 2008. Enfin, le nombre de nuitées et de journées-skieurs (tourisme sportif) a diminué.

Les dernières évolutions constatées **entre 2011 et 2014** montrent un rétablissement de l'économie du sport. En 2014, la valeur ajoutée brute générée par le sport a été supérieure d'environ 4 % (420 millions de CHF) à celle de 2011. La production brute a elle aussi augmenté (+3 %), tout comme le nombre d'emplois générés par le sport (+2 %, c'est-à-dire 1900 postes à plein temps supplémentaires). Les hausses enregistrées durant cette phase sont majoritairement le fait d'une croissance dans les secteurs des accidents du sport, des installations sportives ainsi que des clubs et fédérations sportifs. Les accidents du sport ont effectué un bond notamment en raison d'une hausse du nombre de cas, d'évolutions sociodémographiques et d'une augmentation générale des coûts de la santé. Celui-ci a eu des répercussions sensibles sur la valeur ajoutée brute et l'emploi générés par le sport. Dans le secteur des installations sportives, essentiel pour l'économie du sport, c'est le boom persistant des centres de gymnastique et de fitness qui a provoqué la croissance observée. Par

²Valeur ajoutée brute générée par emploi en équivalent plein temps

ailleurs, les fédérations sportives internationales établies en Suisse ont nettement accru leur productivité en 2014 par rapport à 2011. Ce phénomène a contribué à ce que la valeur ajoutée brute générée par le sport en général augmente deux fois plus que l'emploi sur cette période. Un recul substantiel de l'emploi créé par le secteur du commerce a lui aussi freiné le développement de l'emploi dans l'économie du sport. Le fait que la production brute ait connu une croissance légèrement inférieure à celle affichée par la valeur ajoutée brute est essentiellement dû au recul accusé par le tourisme sportif, en particulier par les agences de voyage et les organisations de tourisme.

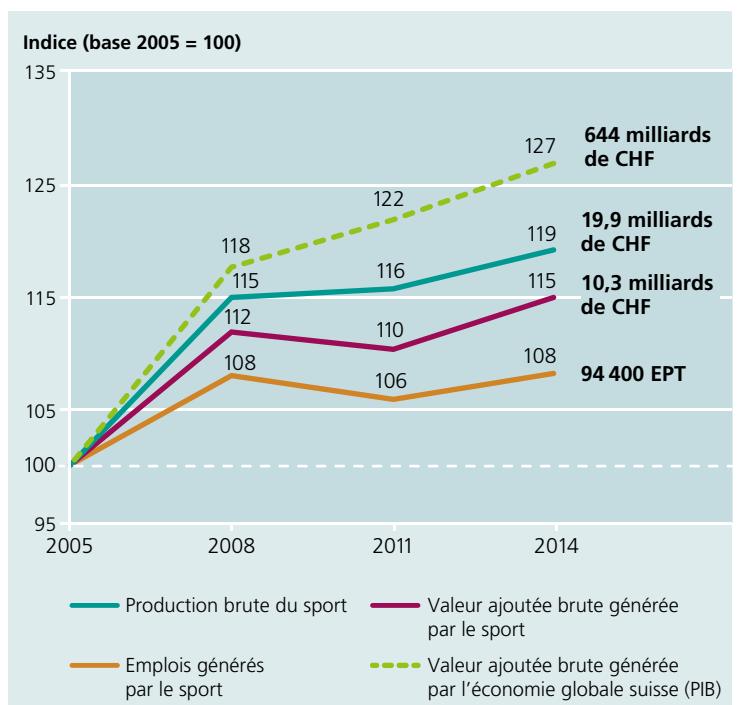
Evolution de l'économie du sport en comparaison avec l'économie globale

Au cours de la période sous revue, soit de 2005 à 2014, la valeur ajoutée brute générée par l'économie du sport a augmenté plus faiblement (+15 %) que celle dégagée par l'économie globale (+27 %) (cf. illustration).

Durant les deux premières phases (2005-2008 et 2008-2011), la croissance de l'économie du sport a été légèrement inférieure à celle de l'économie globale, voire a brièvement contredit la tendance générale. Entre 2011 et 2014, l'économie du sport a pour la première fois connu une hausse comparable à celle de l'économie globale.

Ces évolutions sont le résultat de différentes modifications et tendances dans les neufs secteurs. Si certains d'entre eux sont sous pression depuis quelque temps déjà (tourisme sportif, commerce et production liée au sport, par exemple), d'autres profitent de tendances spéciales ou d'événements sportifs de grande ampleur (centres de gymnastique et de fitness pour les installations sportives, et fédérations sportives internationales pour les clubs et fédérations sportifs, par exemple).

Evolution indexée de l'économie du sport et de l'économie globale de 2005 à 2014 (en valeur nominale)



Situation initiale et objectifs

Le sport est l'un des loisirs préférés dans notre pays. En 2014, environ deux tiers des résidents faisaient du sport au moins une fois par semaine. La part des sportifs très actifs, c'est-à-dire s'entraînant plusieurs fois par semaine, n'a cessé d'augmenter ces vingt dernières années, tandis que celle des sportifs occasionnels a constamment diminué. Aujourd'hui, donc, la population soit pratique assidûment une activité sportive, soit ne fait pas de sport du tout [7].

En Suisse, les gens sont particulièrement polysportifs, autrement dit ils pratiquent souvent plusieurs disciplines. Le spectre des activités physiques et sportives proposées est d'ailleurs très large. Bien que le sport soit traversé par de multiples **tendances**, les disciplines que sont la randonnée, le cyclisme, la natation, le ski, le jogging, le fitness et l'aérobic comptent parmi les plus populaires depuis plus de dix ans [7].

Un quart environ des résidents sont membres de l'un des quelque 20 000 **clubs de sport**. Les semaines se succèdent au rythme d'événements sportifs majeurs, en Suisse comme à l'étranger, et leur compte rendu ainsi que les sujets portant sur le monde du sport en général dans la **presse écrite et les médias électroniques** (télévision, radio et Internet) suscitent un grand intérêt au sein de la population, dont plus de la moitié suit l'actualité sportive au moins une fois par semaine dans les quotidiens, à la télévision ou à la radio. Ces derniers constituent donc les principaux canaux d'information [7].

D'autres études et statistiques révèlent qu'il existe en Suisse plus de 32 000 **installations sportives** accueillant quelque 230 000 **manifestations sportives** par an, mais également que le sport cause chaque année environ 400 000 **accidents au sein de la population résidente, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières** [1] [3] [19].

Aujourd'hui, le sport et ses multiples facettes sont omniprésents dans la société et constituent un **élément capital de la culture des loisirs et des divertissements**. Cela signifie aussi que, pour faciliter et soutenir les activités sportives, l'économie met à la disposition des sportifs quantité de biens et de services. Non seulement le sport est source de plaisir et de bonne santé, mais il génère également un **chiffre d'affaires et une valeur ajoutée appréciables**, créant donc des **emplois**.

Détermination de l'importance économique du sport en Suisse

L'importance économique du sport en Suisse a été analysée pour la première fois en 2007, lorsqu'elle a fait l'objet d'une vaste **étude de base** portant sur l'année 2005 [2]. Celle-ci a été menée dans le cadre du concept de recherche Sport et activité physique 2004-2007 de l'Office fédéral du sport (OFSPO) en même temps que d'autres études de référence concernant différents aspects de l'économie du sport suisse, dont les résultats ont été intégrés à l'étude de base [9] [18] [19] [20].

L'objectif principal de cette étude était de déterminer les effets directs du sport sur la valeur ajoutée et l'emploi ainsi que sa **contribution au PIB et au total des emplois en Suisse**. L'économie du sport n'est pas un secteur d'activité économique traditionnel, dont les incidences sur l'économie peuvent être déduites directement des statistiques. Elle est, au contraire, ce que l'on appelle une **branche transversale**, c'est-à-dire qu'elle se compose d'une multitude de secteurs économiques classiques, eux-mêmes interdépendants. C'est pourquoi il s'est d'abord agi d'identifier, de délimiter et de définir les différents secteurs du sport selon une approche économique axée sur l'offre, puis de les intégrer au système global du sport, autrement dit à l'économie du sport (cf. approche méthodologique).

Etant donné que les éléments nécessaires à l'évaluation du sport en tant que facteur économique en Suisse faisaient défaut avant l'étude de base de 2005, les résultats de cette dernière ont renforcé le socle de données et d'informations sur les statistiques économo-sportives dont ont besoin les responsables de la politique du sport et tous les acteurs opérant dans les secteurs du sport. Ils ont ainsi conféré davantage de transparence à l'importance économique et à la diversité de la branche du sport, et ce, à l'attention à la fois des milieux politiques et d'un large public.

Observation des évolutions suivies par l'économie du sport en Suisse

Le monde du sport et, par là même, l'**économie du sport** connaissent des **mutations permanentes**. Ils sont marqués par diverses tendances et dynamiques de développement reposant sur le comportement sportif et la consommation de la population, sur des nouveaux sports et le développement d'offres nouvelles, ainsi que sur les reportages et comptes rendus des médias. Simultanément, des facteurs externes comme la situation économique générale et les fluctuations des taux de change de même que les changements climatiques exercent une influence sur l'évolution de certaines branches de l'économie et donc, indirectement, sur des secteurs du sport. Ces dynamiques peuvent modifier le poids économique de la branche du sport dans son ensemble, mais aussi de ses différents secteurs.

Afin de prendre ces évolutions en considération et de mettre à disposition des acteurs opérant dans le domaine du sport des informations de fond actuelles au sujet de l'économie du sport suisse, l'étude de base a été actualisée et complétée pour les années de référence 2008 et 2011 [13] [16].

Constituant la quatrième édition du document «**Sport et économie en Suisse**», la présente étude contient des informations actuelles relatives à l'année 2014 ainsi qu'aux évolutions et tendances observées.

En ce qui concerne l'évolution de l'économie du sport, il convient de manière générale de noter que les **statistiques macro-économiques** sur lesquelles se sont largement fondées les études n'ont cessé de changer depuis celle de 2005. Ces dix dernières années, des analyses approfondies de certains secteurs ont en outre pu être menées, ce qui a permis de renforcer les bases servant aux estimations (p. ex. [1], [12], [15]). Afin d'être en mesure d'exclure les effets de la méthode employée pour chiffrer l'évolution de l'économie du sport entre 2011 et 2014, les valeurs de l'année 2011 ont été calculées rétroactivement selon l'approche méthodologique suivie lors de la réalisation de la présente étude. Pour analyser l'évolution de l'économie du sport en 2014 par rapport aux années de référence 2008 et 2005, on a eu recours aux taux de changement publiés dans les études sur l'économie du sport 2011 [16] et 2008 [13], qui ont également été apurés à chaque fois des modifications méthodologiques intervenues entre-temps.

Résultats

Economie du sport en 2014

L'économie du sport dans son ensemble a réalisé en 2014 un **chiffre d'affaires³ estimé à 20,7 milliards de CHF**. Sachant que seule la marge brute du commerce est assimilable à la production brute, le chiffre de la **production brute de l'économie du sport** est inférieur (**19,9 milliards de CHF**). L'économie du sport a généré une **valeur ajoutée brute de 10,3 milliards de CHF** et quelque **94 400 emplois en équivalent plein temps (EPT)** (pour les explications des notions économiques, cf. chapitre sur l'approche méthodologique).

En 2014, le sport a fourni une contribution de **1,6 % au PIB** et de **2,4 % à l'emploi** en Suisse. Plus d'un poste de travail sur quarante est donc directement attribuable au sport dans notre pays. Cependant, vu la proportion importante d'emplois à temps partiel, le nombre de personnes effectivement employées est encore supérieur.

La valeur ajoutée brute par emploi en équivalent plein temps (productivité du travail), soit CHF 110 000, se situe nettement en deçà de la moyenne de l'économie globale, qui est de CHF 160 000. Cet écart de productivité explique que la contribution sous forme d'emploi (2,4 %) soit bien supérieure à celle sous forme de valeur ajoutée (1,6 %).

Importance économique du sport en Suisse en 2014 par rapport à 2011 et à l'économie globale

	Comparaison de l'importance économique du sport en Suisse en 2014 et en 2011			
	2014	2011	Variation nominale par rapport à 2011 (en %)	
	Sport	Sport ¹⁾	Sport ¹⁾	Economie globale
Chiffre d'affaires (en milliards de CHF)	20,7	20,1	+2,8	
Production brute (en milliards de CHF)	19,9	19,4	+3,0	+4,7
Valeur ajoutée brute (en milliards de CHF)	10,3	9,8	+4,3	+4,1
Emploi (nombre en équivalent plein temps)	94 400	92 500	+2,1	+3,0
Contribution au PIB de la Suisse (en %)	1,6	1,6		
Contribution à l'emploi en Suisse (en %)	2,4	2,4		

¹⁾Chiffres de 2011 (Rütter, Schmid, Höchli et al., 2014) partiellement modifiés selon l'approche méthodologique de 2014

Source: Rütter Soeco

Evolutions depuis 2011

L'économie du sport suisse a enregistré une croissance nominale entre 2011 et 2014. La valeur ajoutée brute a gagné environ 4 % (+420 millions de CHF) et la production brute 3 %. La valeur ajoutée brute générée par le sport a évolué parallèlement au PIB suisse. Quant à l'emploi généré par le sport, il a connu une hausse de 2 % (soit plus de 1900 postes à plein temps supplémentaires), un taux inférieur à la moyenne de l'économie globale, qui est de 3 %. Les principaux moteurs de la progression générale affichée par l'économie du sport se situent dans les secteurs des accidents du sport, des installations sportives ainsi que des clubs et fédérations sportifs. Les facteurs responsables de l'augmentation relativement peu importante de la production brute du sport par rapport à la valeur ajoutée sont à chercher dans le secteur du tourisme sportif, en particulier dans les sous-secteurs que sont les agences de voyage et les organisations de tourisme. Le recul substantiel du nombre d'emplois dans le commerce a, quant à lui, freiné la croissance de l'emploi dans le sport en général (cf. résultats détaillés de chaque secteur).

³La différence entre le chiffre d'affaires et la production brute correspond à la valeur d'acquisition des biens négociés. Dans le commerce, la production brute est donc assimilable à la marge brute (chiffre d'affaires après déduction de la valeur d'acquisition des biens négociés). Pour obtenir une estimation du chiffre d'affaires généré par l'économie du sport, remplacer la production brute du commerce par son chiffre d'affaires estimé (valeur d'acquisition des biens négociés y compris).

Importance des neuf secteurs de l'économie du sport et évolutions à long terme

Le tourisme sportif et les installations sportives sont les secteurs qui ont généré le plus de valeur ajoutée brute, en 2005 comme en 2014. Leur importance dans l'économie du sport suisse a toutefois évolué au cours des dix dernières années. Continu depuis 2008, le recul du nombre de nuitées et de journées-skieurs dans les zones montagneuses a fait chuter la part du tourisme sportif de 22 % à 19 %.

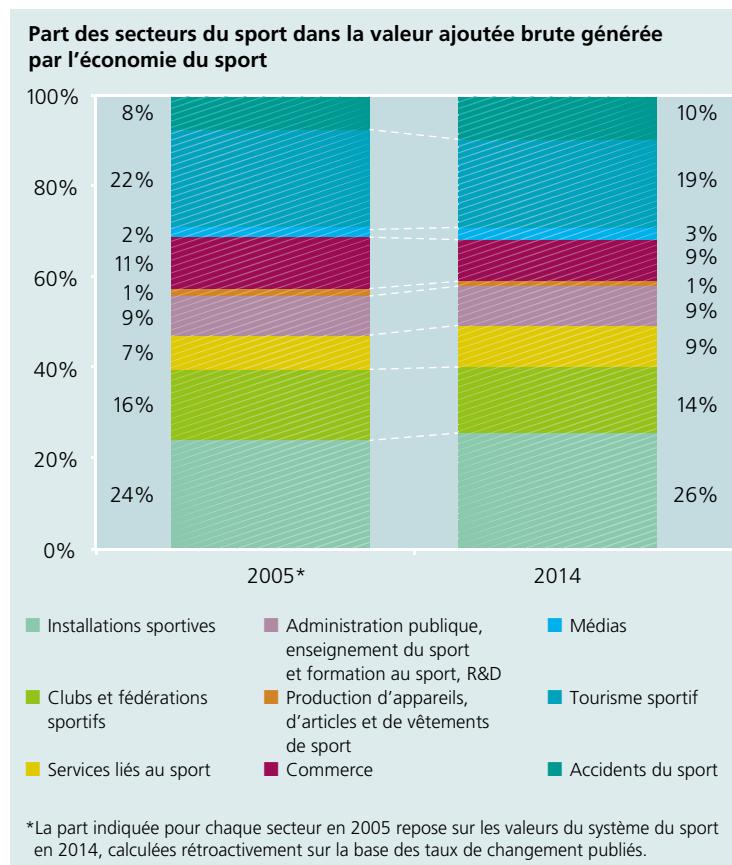
Durant la période sous revue, une augmentation notable des parcours de golf, en particulier entre 2005 et 2011, ainsi qu'un boom des centres de fitness qui ne s'est pas démenti jusqu'à présent ont entraîné une nette hausse des volumes et, par conséquent, le passage de la part du secteur des installations sportives dans l'économie du sport suisse de 24 % à 26 %. Ce secteur est ainsi de loin celui qui y a pesé le plus lourd en 2014.

Les **clubs et fédérations sportifs** contribuent également de manière déterminante à la valeur ajoutée brute du sport. Leur part dans l'économie du sport est passée de 16 % en 2005 à 14 % en 2014. Cette baisse est principalement due au fait que les trois grandes fédérations sportives internationales que sont le CIO, la FIFA et l'UEFA, qui comptent pour beaucoup dans la valeur ajoutée brute du secteur, ont vu leur valeur ajoutée chuter entre 2008 et 2011 en raison de la hausse des parts de la consommation intermédiaire.

La part du **commerce** a elle aussi reculé en 2014 par rapport à 2005. Une forte diminution de la valeur ajoutée, occasionnée avant tout par le fléchissement général des ventes dans le commerce spécialisé, a été observée au sein de ce secteur. La part de ce dernier dans l'économie du sport est ainsi passée de 11 % en 2005 à 9 % en 2014.

En revanche, les **accidents du sport** ont connu une progression, la part de ce secteur dans l'économie du sport étant passée de 8 % en 2005 à 10 % en 2014. L'une des principales raisons de cette hausse est que, durant toute la période sous revue et en particulier entre 2011 et 2014, non seulement le nombre de cas, mais aussi les charges courantes induites par les accidents du sport ont nettement augmenté. Cet accroissement des charges trouve plusieurs explications: outre les facteurs démographiques et sociologiques, la hausse générale des coûts de la santé, notamment, a joué un rôle important.

Part des secteurs du sport dans la valeur ajoutée brute générée par l'économie du sport en 2014 par rapport à 2005



Source: Rütter Soeco

Les services liés au sport ont bénéficié de l'UEFA EURO 2008, organisé en Suisse. En outre, un changement de méthode intervenu en 2011 au niveau de la statistique des entreprises sur laquelle on se fonde (cf. chapitre sur l'approche méthodologique) a sensiblement accru le volume de ce secteur. Pour cette raison et parce que la croissance s'y est poursuivie, la fin des retombées de la compétition n'a pas eu de forte influence sur les années 2011 et 2014. La part des services liés au sport dans l'économie du sport était de 9 % en 2014, en hausse par rapport à 2005 (7 %). Il convient de noter qu'en 2014, la Suisse a accueilli les Championnats d'Europe d'athlétisme, qui entrent aussi en ligne de compte ici.

Les autres secteurs, à savoir les médias, la production de biens liés au sport ainsi que l'administration publique, enseignement du sport et formation au sport, R&D, n'ont pas connu d'évolution de leur part dans l'économie du sport ou en ont connu de minimes entre 2005 et 2014.

L'économie du sport est plutôt axée sur le marché intérieur

Vu la part élevée des branches économiques axées sur les services, il n'est pas étonnant que l'économie du sport s'oriente principalement vers le marché intérieur suisse. Une grande partie de la valeur ajoutée et des emplois s'explique par la demande indigène. Les exportations de biens liés au sport – appareils, articles, vêtements – représentaient quelque 130 millions de CHF en 2015. Le volume global des importations en lien avec le sport était, quant à lui, nettement plus important, avec environ 890 millions de CHF. Cette différence est essentiellement due au fait que la production de biens liés au sport ne joue en Suisse qu'un rôle économique négligeable. Au cours des quinze dernières années, cette production a encore perdu du terrain, un phénomène qui traduit la balance commerciale (exportations moins importations), constamment négative durant la période sous revue. Ainsi, ce sont les importations qui couvrent la majorité de la demande de biens liés au sport comme les vêtements et le matériel nécessaires à sa pratique.

L'incidence du tourisme sportif sur les exportations est beaucoup plus importante. Les dépenses des touristes venant pratiquer le ski, la randonnée ou d'autres activités sportives en Suisse (nuitées et restauration) influencent positivement la balance des paiements. A l'heure actuelle, nous manquons toutefois de données pour pouvoir quantifier ces effets. Dans le même temps, de nombreux Suisses passent des vacances sportives à l'étranger, dont les répercussions

ne font néanmoins pas partie de l'économie du sport telle qu'analysée ici. Selon l'étude sur la consommation sportive menée dans le cadre de Sport Suisse 2014, les dépenses de la population helvétique dédiées aux séjours sportifs qu'elle effectue hors de nos frontières s'élèvent à environ 2,5 milliards de CHF [14].

L'économie du sport dans le contexte international

Il n'y a pas qu'en Suisse que les données de bases comme celles établies dans la présente étude revêtent une grande importance pour la politique et l'économie. Dans les autres pays aussi, des études de ce type sont régulièrement menées afin de mettre en évidence les évolutions et de prendre des mesures. En général, le contenu et les méthodes appliquées sont similaires. Cependant, les différences méthodologiques qui existent font que les résultats de ces recherches ne peuvent être comparés qu'avec des restrictions. Les chiffres qui suivent permettent néanmoins de se faire une idée générale de l'importance économique du sport dans le contexte international.

Le compte satellite allemand du sport indique ainsi que la valeur ajoutée brute générée par le sport en Allemagne en 2010 s'élevait à 77,4 milliards d'euros, contribuant à hauteur de 3,5 % au PIB du pays [4]. Quant à l'emploi dans le sport outre-Rhin, il représente 1,85 million de personnes, ce qui équivaut à 4,6 % de l'emploi total. En Autriche, ce sont le ministère du Sport et le groupe SportEconAustria (SpEA) qui se chargent d'analyser l'économie du sport. Ils recourent à cet effet à la définition du sport de Vilnius version 2.0 [5]. Pour l'année de référence 2013, l'acception étendue leur permet d'aboutir à une valeur ajoutée brute de 17,1 milliards d'euros (5,9 % du PIB), et l'acception restreinte à 6,95 milliards d'euros (2,4 %)⁴, pour respectivement quelque 330 000 (7,8 % de l'emploi total) et 140 000 (3,3 %) personnes [17].

⁴Le sport est défini, dans son acception restreinte, comme l'ensemble des biens et services nécessaires à la pratique sportive et, dans son acception étendue, comme l'ensemble des biens et services en lien avec le sport.

Résultats détaillés pour chaque secteur du sport

Récapitulatif des principaux résultats par secteur du sport en 2014

Economie du sport en 2014					
Secteur du sport	Production brute en millions de CHF ¹⁾	Valeur ajoutée brute en millions de CHF	Variation par rapport à 2011* en %	Emploi en EPT ⁴⁾	Variation par rapport à 2011* en %
Installations sportives	5360	2620	+5	23230	+4
Clubs et fédérations sportifs	3600	1490	+9	9740	+2
Services liés au sport**	1640	930	-	10860	-
Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, R&D	1220	890	+3	6410	+3
Production d'appareils, d'articles et de vêtements de sport	390	140	-2	1240	-3
Commerce ²⁾	1370	920	-3	8550	-4
Médias	640	280	+8	1935	+4
Tourisme sportif	4280	1970	-1	25050	-0,3
Accidents du sport	1440	1010	+21	7420	+18
Economie du sport: total	19940	10250	+4,3	94400	+2,1
Part dans le PIB de la Suisse et dans le total des emplois en Suisse (en %)			1,6		2,4
	Chiffre d'affaires en millions de CHF³⁾				
Chiffre d'affaires généré par l'économie du sport	20680				

¹⁾La production brute globale correspond – sauf dans le commerce – approximativement au chiffre d'affaires (cf. remarque 3).

²⁾La production brute dans le commerce s'élève à 1370 millions de CHF et correspond à la marge brute. Le chiffre d'affaires dans le commerce de détail (production brute après ajout des biens acquis) est estimé à 2110 millions de CHF.

³⁾Pour obtenir une estimation du chiffre d'affaires généré par l'économie du sport, on remplace la production brute du commerce par son chiffre d'affaires estimé (valeur d'acquisition des biens négociés y compris).

⁴⁾EPT = équivalent plein temps

* Valeurs de 2011 partiellement modifiées selon l'approche méthodologique de 2014

** Aucun taux de changement n'a été appliqué au secteur des services liés au sport entre 2011 et 2014, car l'on ne dispose pas de données fiables permettant un calcul rétroactif.

Source: Rütter Soeco

Installations sportives

Valeur ajoutée de 2,62 milliards de CHF, 23 230 emplois (EPT)

Les installations sportives sont déterminantes pour la pratique active du sport, pour les clubs de sport ainsi que pour la mise sur pied de manifestations sportives. Les types d'installations sont aussi variés que l'est le spectre des disciplines sportives: installations polysportives en extérieur, salles de gymnastique et salles polyvalentes, centres de gymnastique et de fitness, parcours de golf, remontées mécaniques... Les pouvoirs publics mais aussi des institutions privées et des associations gèrent et entretiennent toutes ces infrastructures sportives.

L'économie du sport doit par conséquent être considérée **en termes nets** afin d'éliminer les doubles décomptes. Une partie des installations sportives et de leurs incidences économiques est ventilée sur les clubs, sur certaines écoles proposant des services liés au sport et sur d'autres branches économiques. Dans l'économie du sport suisse, les installations sportives peuvent résulter de placements privés, mais également être gérées ou exploitées par les pouvoirs publics, sans pour autant être comptabilisées auprès de l'administration publique. En 2014, les quelque 21 000 installations sportives de Suisse – en termes nets – ont généré une valeur ajoutée de plus de 2,62 milliards de CHF et 23 230 emplois à plein temps.

Les **remontées mécaniques et funiculaires** ainsi que les **centres de gymnastique et de fitness** revêtent une importance particulière pour le secteur des installations sportives. Avec des parts respectives de 13 % et 18 %, ils sont responsables ensemble de près d'un tiers de la valeur ajoutée que génère ce dernier.

Entre 2011 et 2014, le nombre d'emplois dans les **centres de gymnastique et de fitness** a fortement augmenté. Celui affiché par les remontées mécaniques et funiculaires a enregistré un repli dû à la diminution de la part des activités sportives sur ce type d'installations, elle-même provoquée par la baisse de la demande de la part des adeptes de sports d'hiver (cf. tourisme sportif), tandis que le tourisme d'excursion tout au long de l'année a augmenté. Au total, la valeur ajoutée dans le secteur des installations sportives a gagné 5 % de 2011 à 2014. Le nombre d'emplois, quant à lui, a connu une progression légèrement moindre (+4 % ou 940 emplois à plein temps supplémentaires).

Clubs et fédérations sportifs

Valeur ajoutée de 1,49 milliard de CHF, 9740 emplois (EPT)

Les clubs et fédérations sportifs regroupent, du point de vue économique, des institutions tout à fait disparates: il existe pour commencer de nombreux **clubs de sport**, au sein desquels la population pratique le sport à titre amateur, à haut niveau ou de façon professionnelle. Viennent ensuite les **fédérations sportives nationales, régionales et cantonales**, qui assurent l'organisation du sport en Suisse à l'échelon supérieur. Enfin arrivent les **fédérations sportives internationales**, dont la plupart sont sises en Suisse, à l'instar des trois plus grandes, à savoir le CIO, la FIFA et l'UEFA. Ensemble, les clubs et fédérations sportifs jouent un rôle décisif dans l'économie du sport puisqu'ils génèrent une valeur ajoutée brute de 1,49 milliard de CHF et emploient environ 9740 personnes, contribuant ainsi pour 14 % à sa valeur ajoutée et pour 10 % à son emploi.

La grande majorité des clubs de sport fonctionnent pour l'essentiel grâce à l'engagement bénévole de leurs membres, d'où une faible valeur ajoutée brute par salarié (productivité du travail). La situation est complètement différente dans les équipes professionnelles de la **Swiss Football League** et de la **Swiss Ice Hockey National League**, organisées pour la plupart en sociétés anonymes. Le bénévolat y joue un rôle négligeable et la productivité du travail y est donc plus élevée. Cette productivité augmente encore d'un cran dans les fédérations sportives internationales, en particulier celles de grande taille, qui engrangent des revenus très élevés grâce à la commercialisation d'événements sportifs internationaux (Coupes du monde de football, par exemple).

L'ensemble des **fédérations sportives internationales** établies en Suisse contribuent fortement (45 %) à la valeur ajoutée brute dans ce secteur du sport. A elles seules, les trois grandes organisations que sont le CIO, la FIFA et l'UEFA pèsent d'un poids considérable (32 %). Les clubs professionnels de la **Swiss Football League** et de la **Swiss Ice Hockey National League** représentent respectivement 14 % et 9 %, les fédérations nationales et régionales 10 %. La multitude des autres clubs se partagent 22 % de la valeur ajoutée brute.

S'agissant de l'emploi, il apparaît que les **fédérations sportives internationales** telles que le CIO, la FIFA et l'UEFA font état d'une productivité du travail élevée et, en conséquence, d'une part d'emploi assez faible (20 %), tandis que la part des **clubs non professionnels** se situe à environ 41 %, sans la contribution, rappelons-le, des activités bénévoles.

Par rapport à 2011, l'emploi dans les clubs et fédérations sportifs a progressé de 2 %, ce qui représente 160 postes à plein temps supplémentaires. Sur la même période, la valeur ajoutée brute a connu une croissance nettement supérieure, avec 9 %. C'est principalement aux fédérations sportives internationales que l'on doit ces deux augmentations. En effet, celles-ci ont enregistré une hausse du nombre d'emplois

supérieure à la moyenne des clubs et fédérations, et leur niveau de productivité, déjà élevé, s'est encore accru. Les clubs non professionnels constituent le seul sous-secteur en recul.

Services liés au sport

Valeur ajoutée de 930 millions de CHF, 10860 emplois (EPT)

Les services liés au sport présentent une composition hétérogène. Selon la Nomenclature Générale des Activités économiques (NOGA), on peut intégrer directement à l'économie du sport les catégories suivantes: **«Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs»**, **«Autres activités liées au sport»**, **«Autres services de réservation et activités connexes»** et **«Autres activités récréatives et de loisirs»**. Comptent également parmi les prestataires de services liés au sport les écoles et les professeurs de danse, les organisateurs de manifestations sportives, les opérateurs de paris sportifs ainsi que les organisateurs de salons du sport.

La valeur ajoutée et d'emploi des **organisateurs de manifestations sportives** fait également partie des services liés au sport. Une grande partie de ces implications économiques sont d'ores et déjà attribuées, dans l'économie du sport, aux clubs et fédérations ainsi qu'à d'autres secteurs du sport. Afin d'éviter les doubles décomptes, les services liés au sport sont attribués exclusivement aux organisateurs qui ne sont pas déjà inclus dans le secteur des clubs et fédérations sportifs. Les frais occasionnés par le transport public et privé des personnes vers les sites des manifestations sont une autre composante essentielle des services liés au sport.

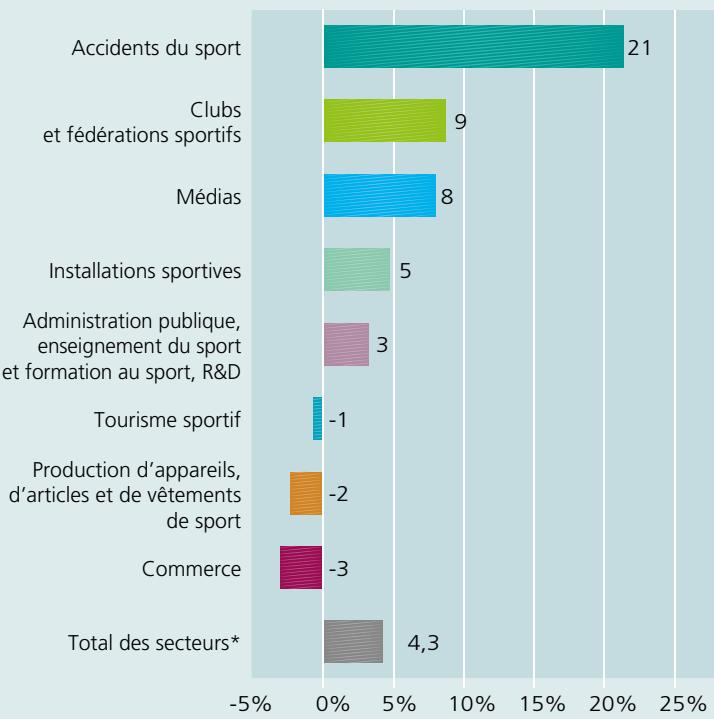
Les **entreprises de publicité et autres sociétés de services** qui ne réalisent qu'une (infime) partie de leur chiffre d'affaires et de leur valeur ajoutée sur des prestations en lien avec le sport constituent dans le contexte de l'économie du sport une consommation intermédiaire et ne sont donc pas comptabilisées parmi les prestataires de services liés au sport.

Au total, les services proposés en lien avec le sport ont généré une valeur ajoutée de 930 millions de CHF et environ 10 860 emplois à plein temps.

Un calcul rétroactif de la croissance par rapport à l'année de référence 2011 n'est pas possible dans ce secteur sur la base des données dont nous disposons actuellement.

Variation en % de la valeur ajoutée brute générée par chaque secteur du sport entre 2011 et 2014

Variation en % de la valeur ajoutée brute entre 2011 et 2014



* Aucun taux de changement n'a été appliqué au secteur des services liés au sport entre 2011 et 2014, car l'on ne dispose pas de données fiables permettant un calcul rétroactif.

Source: Rütter Soeco

Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, R&D

Valeur ajoutée de 890 millions de CHF, 6410 emplois (EPT)

Le secteur du sport Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, recherche et développement (R&D) englobe des activités économiques incombant en grande partie aux pouvoirs publics.

L'essentiel des tâches publiques en lien avec le sport consiste dans **l'entretien et l'exploitation d'installations sportives** ainsi qu'en des **investissements dans celles-ci**. Leurs incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi sont déjà prises en compte dans le secteur des installations sportives.

Les coûts administratifs de la gestion du sport et du sport facultatif qui ont une influence sur la valeur ajoutée et l'emploi sont imputés à **l'administration publique** (Office fédéral du sport OFSPO, services cantonaux et communaux des sports). En 2014, ces coûts ont par conséquent généré au sein de la Confédération, des cantons et des communes une valeur ajoutée brute de 120 millions de CHF et 930 postes à plein temps.

Le sous-secteur **Enseignement du sport et formation au sport** est lui aussi financé et géré en majeure partie par les pouvoirs publics. Les emplois à plein temps attribuables à **l'enseignement du sport** dans les écoles obligatoires, privées et du secondaire sont estimés à près de 5000. S'y ajoutent la **formation des enseignants de sport et les filières d'études en sciences du sport à l'échelon tertiaire**, les activités publiques et privées de **recherche et développement** ainsi que les **services des sports universitaires**, avec leurs offres à l'attention des étudiants. Ces diverses activités représentent 490 postes à plein temps supplémentaires liés au sport. Toutes ces activités d'enseignement, de formation et de R&D ont généré au total une valeur ajoutée brute de 770 millions de CHF.

L'ensemble de ce secteur du sport a dégagé une valeur ajoutée brute de 890 millions de CHF et représenté 6410 emplois à plein temps.

Les **sciences du sport** en tant que matière enseignée dans les hautes écoles ainsi que la recherche et le développement qui vont de pair avec elles sont récents en Suisse. Ce domaine de spécialité a toutefois connu un essor considérable récemment, surtout depuis 2005, et jouit d'une demande en constante augmentation de la part des étu-

dants. Les dernières évolutions intervenues entre 2011 et 2014 montrent que les effectifs d'enseignants continuent de croître dans certaines hautes écoles. La hausse générale du nombre d'étudiants dans les universités suisses et l'élargissement de l'offre de formation dans les hautes écoles spécialisées ont en outre conduit, sur la même période, à une multiplication des services des sports universitaires. Combinée à l'augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi générés par l'administration publique, cette évolution a entraîné une progression de 3 %, soit 160 emplois supplémentaires, par rapport à 2011 pour l'ensemble de ce secteur du sport. En revanche, la valeur ajoutée et l'emploi générés par le sous-secteur Enseignement du sport sont restés quasiment inchangés.

Production liée au sport

Valeur ajoutée de 140 millions de CHF, 1240 emplois (EPT)

Le secteur de la production liée au sport comprend la production d'appareils pour la pratique du sport, la production d'autres biens en lien avec le sport comme les boissons pour sportifs et les livres sur le sport ainsi que la fabrication de vêtements de sport.

Par rapport à d'autres secteurs, la production liée au sport joue un rôle relativement négligeable en Suisse, contribuant pour environ 1 % à la valeur ajoutée brute générée par l'économie du sport. Cela est principalement dû au fait que la majeure partie des biens liés au sport qui alimentent la demande dans notre pays sont importés de l'étranger. Ainsi, en 2015, le volume des importations de biens liés au sport représentait quelque 890 millions de CHF, tandis que celui des exportations s'élevait à environ 130 millions de CHF, soit sept fois moins.

Avec quelque 1020 salariés et une valeur ajoutée brute avoisinant les 110 millions de CHF, la **production d'appareils de sport** constitue le premier des trois sous-secteurs de la production liée au sport. Une analyse plus approfondie montre que ces chiffres sont en grande partie imputables à la **fabrication d'appareils de sport au sens strict** (510 salariés et 50 millions de CHF) et à la **construction de bateaux et de yachts** (280 salariés et 30 millions de CHF).

La **production d'autres biens liés au sport**, tels que les aliments et les boissons pour sportifs, les médailles sportives et les voiles pour bateaux, de même que la production et l'édition de livres sur le sport, représentent une valeur ajoutée de quelque 25 millions de CHF et environ 160 emplois à plein temps, contribuant pour 17 et 13 % à la production liée au sport.

La fabrication de **vêtements de sport** revêt une importance tout à fait mineure. Ce sous-secteur dégage une valeur ajoutée brute de quelque 5 millions de CHF et emploie environ 60 personnes.

En 2014, l'ensemble de la production liée au sport a affiché une valeur ajoutée brute en recul de 2 % par rapport à 2011. En raison de la légère hausse de la productivité, cette baisse a été moins importante que celle de l'emploi (3 %). Ce secteur étant soumis à la concurrence internationale au niveau des importations comme des exportations, les pertes subies pourraient être majoritairement dues au franc fort qui persiste depuis plusieurs années.

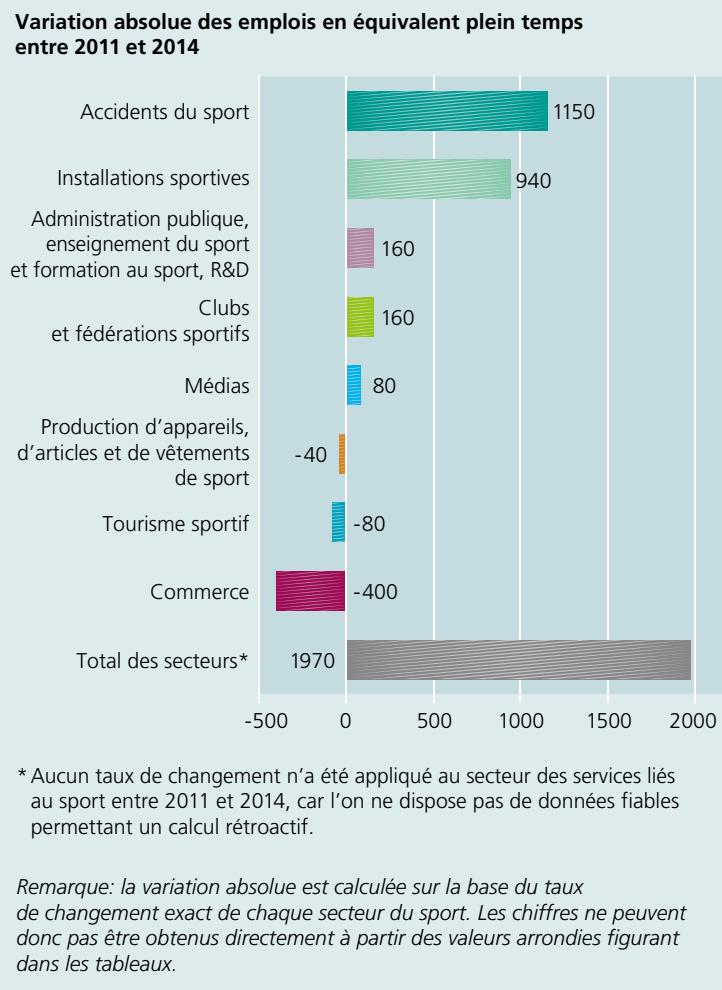
Commerce

Valeur ajoutée de 920 millions de CHF, 8550 emplois (EPT)

Le commerce lié au sport englobe le **commerce de détail** et le **commerce de gros**. En Suisse, le commerce de détail d'appareils, d'articles et de vêtements de sport génère un **chiffre d'affaires estimé à 2,11 milliards de CHF**. Le commerce d'articles de sport utilisés sans rapport direct avec le sport (mode et loisirs purs, par exemple) n'est pas compris dans ces chiffres. La valeur ajoutée brute dégagée par ce secteur s'élève à quelque 920 millions de CHF pour environ 8550 emplois à plein temps, dont respectivement 69 % et 78 % sont imputables aux commerces mixte et de détail.

Le commerce de détail de produits liés au sport se compose de trois sous-catégories: la première est le **commerce spécialisé**, qui génère une valeur ajoutée brute de quelque 440 millions de CHF et environ 4650 emplois à plein temps. Vient ensuite ce qu'il est convenu d'appeler le **commerce mixte**, qui n'a pas pour vocation première de vendre des articles de sport. Enfin arrive le **reste du commerce de détail**, qui englobe la vente au détail de bicyclettes et **d'autres biens en lien avec le sport**, comme les livres, ainsi que la **location d'appareils de sport**. Le **commerce mixte** est responsable d'une valeur ajoutée brute de près de 130 millions de CHF pour plus de 1360 emplois à plein temps, et le **reste du commerce de détail**, sensiblement moins substantiel, d'une valeur ajoutée brute de quelque 65 millions de CHF pour environ 630 emplois.

Variation absolue de l'emploi générée par chaque secteur du sport entre 2011 et 2014



Source: Rütter Soceco

Entre 2010 et 2015, le chiffre d'affaires généré par le commerce de détail a reculé d'environ 20 %. C'est en 2011 et en 2015 que les plus forts tassements ont été observés. Les raisons principales en sont la forte appréciation du franc suisse jusqu'en septembre 2011 ainsi que l'abandon du taux plancher face à l'euro début 2015 et la nouvelle appréciation du franc qui en a résulté. On assiste depuis à une augmentation du tourisme d'achat et à une diminution du nombre de touristes étrangers, en particulier de ceux provenant de la zone euro. Le chiffre d'affaires a aussi baissé entre 2012 et 2014, mais moins que de 2008 à 2011. Cela se ressent sur la valeur ajoutée brute et l'emploi, qui ont reculé de 3 % et 4 % entre 2011 et 2014, soit bien moins que sur la période 2008-2011 (10 % et 11 %), pour l'ensemble du commerce lié au sport. En valeur absolue, 400 emplois à plein temps ont été perdus dans ce secteur entre 2011 et 2014.

Médias

Valeur ajoutée de 280 millions de CHF, 1935 emplois (EPT)

Le secteur du sport Médias regroupe les chaînes et stations publiques et privées de télévision et de radio, la presse écrite ainsi que les revues spécialisées dans le sport et les sections sport des quotidiens. Au total, il génère une valeur ajoutée brute de 280 millions de CHF et 1935 emplois à plein temps.

Le grand nombre de reportages et comptes rendus sportifs relayés par les quotidiens et les journaux du dimanche placent la **presse écrite** au premier rang: avec une valeur ajoutée brute d'environ 190 millions de CHF et plus de 1360 emplois à plein temps, celle-ci représente en effet 13 % des médias consacrés au sport. Ce sont les journaux qui apportent la plus grande contribution, tandis que les revues comptent pour près de 10 % seulement dans la valeur ajoutée dégagée par la presse écrite en lien avec le sport. Cette différence est due, d'une part, à la taille des branches en question et, d'autre part, à la proportion d'articles dédiés au sport, bien plus élevée dans les journaux.

La **SRG SSR et ses filiales** consacrent 9 % de leurs grilles au sport, un taux calculé sur la base du nombre de minutes d'émission portant sur ce sujet à la radio et à la télévision. Avec 85 millions de CHF, elles représentent 30 % de la valeur ajoutée générée par l'ensemble des médias dans le domaine du sport. En revanche, seuls 26 % des emplois de ce secteur, soit 520 postes à plein temps, incombent à la radio et à la télévision publiques.

Le volet sport des **sociétés de radio et de télévision privées** est nettement inférieur, tout comme le poids de celles-ci dans le secteur des médias. En effet, elles ne génèrent que 5 millions de CHF de valeur ajoutée et 55 emplois.

Dans l'ensemble, les médias ont accordé une place légèrement plus importante au sport en 2014 (11 %) qu'en 2011, principalement en raison des événements sportifs de grande ampleur qui se sont tenus cette année-là (Jeux olympiques d'hiver de Sotchi et Coupe du monde de football au Brésil). Cette augmentation a entraîné une légère hausse de l'emploi généré par la presse écrite dédiée au sport, alors que les chiffres étaient en baisse dans la presse écrite en général. Au total, le nombre d'emplois générés par les médias sportifs en 2014 a gagné 4 % par rapport à 2011, et la valeur ajoutée a progressé de 8 % dans les branches concernées du fait d'une augmentation simultanée de la productivité.

Tourisme sportif

Valeur ajoutée de 1,97 milliard de CHF, 25 050 emplois (EPT)

Le tourisme sportif comprend les dépenses relatives à l'hébergement et aux repas des touristes séjournant dans l'hôtellerie et la parahôtellerie ainsi que des excursionnistes de jour. Les frais de repas assumés par les propriétaires de logements de vacances et la valeur locative des logements de vacances non loués y sont inclus au prorata. Ce secteur englobe toutes les activités touristiques dans lesquelles le sport constitue l'un des motifs du voyage ou des vacances. S'ajoutent à cela les dépenses en lien avec le sport effectuées dans les agences de voyage et les organisations de tourisme (branche 79 de la NOGA, services de réservation y compris).

Pour quantifier le tourisme sportif, on procède comme dans d'autres secteurs, c'est-à-dire qu'on estime la part du sport dans la fréquentation touristique ainsi que dans les branches économiques concernées.

La parahôtellerie et les logements de vacances utilisés en propre affichent une part dédiée au sport de 41 %, soit nettement plus que les hôtels, qui sont à 25 %. Les régions montagneuses se caractérisent par un important volet sport, surtout en hiver, tandis que les zones urbaines affichent un taux particulièrement bas. En moyenne, le sport est impliqué dans 35 % de **tous les séjours avec nuitées**. Les **excursions de jour** comptant pour beaucoup dans la fréquentation totale, en particulier dans les régions où la part du sport est mineure, leur volet sport est bien plus faible (17 %) que celui des séjours avec nuitées. Quant à la part dédiée au sport parmi les dépenses effectuées dans **les agences de voyage et les organisations de tourisme**, on l'estime à 10 %.

Dans l'ensemble, le tourisme sportif génère une valeur ajoutée brute de près de 2 milliards de CHF, pour environ 25 050 emplois à plein temps. Ce sont la parahôtellerie et les logements de vacances utilisés en propre – lesquels comprennent aussi, comme expliqué précédemment, la valeur locative des logements de vacances non loués – qui contribuent le plus à cette valeur ajoutée (840 millions de CHF). Si la valeur locative implique

une valeur ajoutée, elle ne crée pas de places de travail, ce qui fait que la contribution de ce sous-secteur à l'emploi est nettement inférieure à sa contribution à la valeur ajoutée. C'est le tourisme hôtelier qui occupe la première place en matière d'emploi, avec environ 11 650 postes à plein temps. Les agences de voyage et les organisations de tourisme représentent, pour leur part, 1460 emplois à plein temps en lien avec le sport.

La valeur ajoutée brute générée par le tourisme sportif n'a que légèrement reculé entre 2011 et 2014 (-1 %). D'un côté, la part de la consommation intermédiaire a changé et, de l'autre côté, la valeur locative des logements de vacances non loués soutient la valeur ajoutée, surtout depuis le boom de la construction provoqué par l'initiative sur les résidences secondaires. En revanche, l'emploi dans ce secteur demeure quasiment inchangé: il perd seulement 0,3 %, soit 80 postes à plein temps.

En 2014, la production brute a nettement reculé par rapport à 2011 (-4 %), notamment en raison de la baisse de la fréquentation et du chiffre d'affaires dans les régions montagneuses, affichant une forte proportion de séjours sportifs et de séjours hivernaux, une baisse que n'a pu compenser l'augmentation de la fréquentation et du chiffre d'affaires observé dans le Mittelland, puisque le volet sport est moins important dans cette région. En outre, le sous-secteur des agences de voyage et organisations de tourisme a enregistré un fort recul de son chiffre d'affaires entre 2011 et 2014, traduisant les bouleversements qu'il traverse (sites de réservations, en particulier). Cette branche économique se distingue par une proportion très élevée de consommation intermédiaire dans la production brute et, de ce fait, par une valeur ajoutée bien moindre. Par conséquent, l'évolution négative constatée dans les agences de voyage et les organisations de tourisme se répercute plus fortement, surtout en chiffres absolus, sur la production brute que sur la valeur ajoutée. Le recul de la production brute du tourisme sportif freine ainsi légèrement le développement de celle de l'économie du sport en général.

Accidents du sport

Valeur ajoutée de 1,01 milliard de CHF, 7420 emplois (EPT)

Le revers de la médaille, ce sont les plus de 400 000 accidents dont le sport est responsable tous les ans, tendance à la hausse. La plupart d'entre eux concernent les sports d'hiver et les jeux de ballon, en particulier le football. Il n'est donc pas étonnant qu'en 2014, environ un quart des charges courantes aient été induites par les accidents de ski et 17 % par ceux de football. En principe, les accidents du sport engendrent des coûts économiques, réduisant ainsi la prospérité d'une économie nationale. Le traitement et l'atténuation de leurs conséquences sont toutefois source d'activité économique et, puisqu'ils créent de la valeur ajoutée et de l'emploi, doivent être pris en compte dans l'estimation globale de l'importance économique du sport.

Les coûts se répartissent entre les catégories suivantes: **soins hospitaliers et ambulatoires, administration et sauvetage et transport**. Au total, les accidents du sport génèrent une **valeur ajoutée brute de quelque 1,01 milliard de CHF et 7420 emplois à plein temps**. Les soins hospitaliers sont responsables de 57 % et les autres frais de traitement (dont ceux induits par les soins ambulatoires) de 26 % de la valeur ajoutée brute. Avec environ 4790 et 1520 emplois à plein temps, ces deux sous-secteurs sont les plus importants en matière d'emploi aussi. Bien que la part du sauvetage et du transport dans la valeur ajoutée brute soit relativement faible (5 %), ceux-ci représentent plus de 200 emplois.

Les évolutions constatées ces dix dernières années montrent qu'abstraction faite de fluctuations ponctuelles, tant le nombre de cas que les charges courantes induites par les accidents du sport ont augmenté de manière continue. Cependant, les coûts de ces accidents ont crû de manière disproportionnée par rapport à leur nombre, en particulier entre 2011 et 2014. Les raisons en sont multiples: tout d'abord, les coûts de la santé en général ont fortement progressé ces derniers temps. Ensuite, les accidents de sports d'hiver jouent ici un rôle décisif: entre autres facteurs, les changements démographiques ont fait que les victimes de ce type d'accidents sont de plus en plus âgées et donc leurs coûts de plus en plus élevés (risque accru, exigences particulières au niveau des soins). Une telle augmentation des coûts a des conséquences directes sur ce secteur. Entre 2011 et 2014, la production brute et la valeur ajoutée brute ont chacune gagné 20 %, entraînant une hausse du volume d'emplois de 18 %, soit 1150 postes à plein temps supplémentaires. Ainsi, sur les neuf secteurs, c'est celui des accidents du sport qui a affiché le plus fort accroissement en matière d'emploi.

Approche méthodologique

Définition – qu'est-ce que le sport?

Il n'est pas facile de répondre à la question «Qu'est-ce que le sport?». Le débat scientifique n'a dégagé **aucun consensus sur une définition universelle et partagée du concept (donc du mot) de sport** ni sur la délimitation des activités sportives et non sportives.

Du reste, **l'acception du sport au sein de la société** a changé au fil du temps. Si, autrefois, la notion de performance et l'esprit de compétition occupaient le premier plan, le monde du sport tel que nous le connaissons actuellement appelle à faire de nombreuses différenciations et présente des facettes beaucoup plus riches. La diversité croissante des activités sportives, qu'il s'agisse d'une compétition, de sport associatif, de pratique dans une salle de fitness, de jogging ou de randonnée, donne tout son sens à une **acception large et moderne du sport**. Ce qui en était exclu peut très bien en faire partie désormais.

Aussi la présente étude ouvre-t-elle son cadre conceptuel – à côté du sport de haut niveau – à **toutes les activités axées sur le mouvement et le jeu**, qu'il s'agisse de sport de masse, de sport de loisirs ou de pratique sportive occasionnelle. Elle inclut donc, outre la **pratique active du sport**, le **sport passif**, par exemple le fait d'assister à des manifestations sportives ou de suivre les événements sportifs par le canal des divers médias.

Mais le fait d'élargir à ce point la notion de sport ne dispense pas de répondre **concrètement** à cette question: **quelles activités** recouvre le sport, et quelles sont les activités hors définition? A partir d'une analyse fondée sur des critères et d'estimations standard d'experts, la randonnée sportive, les échecs et le slow-up entrent par exemple dans la définition du sport, tandis que des activités comme le saut à l'élastique (bungee jumping), la chasse, le jass, l'aéromodélisme et le wellness en sont exclues. Ces dernières ne s'inscrivent donc pas dans le cadre de référence de l'étude.

L'économie du sport, une branche transversale

L'économie du sport n'est pas un secteur d'activité économique traditionnel, dont les incidences en matière de chiffre d'affaires, d'emploi et de valeur ajoutée peuvent être déduits directement des statistiques économiques, comme c'est le cas pour l'agriculture et l'industrie mécanique. L'économie du sport est au contraire ce qu'il est convenu d'appeler une **branche transversale**. Comme le tourisme ou la culture, elle se compose d'une **multitude de secteurs économiques**, eux-mêmes interdépendants.

Du point de vue économique, seuls des secteurs du sport tels que les installations sportives, les clubs et fédérations sportifs, ou encore certains services (publicité et marketing sportifs, écoles de sport, etc.), sont – en partie du moins – directement identifiables dans la Nomenclature Générale des Activités économiques (NOGA). Dans l'économie du sport, de nombreuses autres branches jouent un rôle essentiel, d'où l'éclairage particulier qui leur est donné ici. Les divers secteurs ont été identifiés et délimités selon une approche macro-économique et différenciée, puis recensés et agrégés pour former un système global du sport – appelé «économie du sport» dans le présent rapport. Lors de la délimitation de chacun des secteurs du sport, l'attribution précise des activités économiques a fait l'objet d'une attention particulière en ce qui concerne les clubs et fédérations sportifs, les installations sportives et les manifestations sportives.

Le caractère éminemment transversal et hétérogène de l'économie du sport explique que son importance économique soit difficile à appréhender malgré l'omniprésence du sport dans la société.

Emploi, production brute et valeur ajoutée brute

L'économie du sport comprend neuf secteurs, qui se subdivisent en sous-secteurs. Du côté de l'offre, un grand nombre de ses acteurs constituent un réseau interdépendant très complexe par le jeu de la consommation intermédiaire et des transferts financiers.

L'étude est centrée sur **l'influence directe du sport sur l'économie nationale** durant l'année de référence. Elle inclut toutes ses incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi à l'intérieur du cadre conceptuel de l'économie du sport, lesquelles sont agrégées pour illustrer l'importance du sport dans l'économie globale. Les chevauchements entre secteurs, par exemple les manifestations sportives organisées par des clubs et fédérations sportifs, ont été éliminés.

Afin d'exclure les doubles décomptes résultant de l'addition des transferts financiers, l'étude est axée sur les **incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi**. La valeur ajoutée fait ressortir la performance économique, élimine les doubles décomptes issus des interdépendances économiques et peut être mise en relation directe avec le produit intérieur brut. Il n'est pas fait état explicitement des flux financiers entre les divers secteurs et sous-secteurs.

La **valeur ajoutée** équivaut à la création de valeur d'une entreprise, d'une organisation ou d'une branche sur une période déterminée (un exercice, par exemple), c'est-à-dire sa performance économique dans le jeu de l'économie nationale. On distingue la valeur ajoutée brute de la valeur ajoutée nette. A l'échelon de la comptabilité nationale (CN), la valeur ajoutée brute de toutes les entreprises équivaut approximativement au PIB.

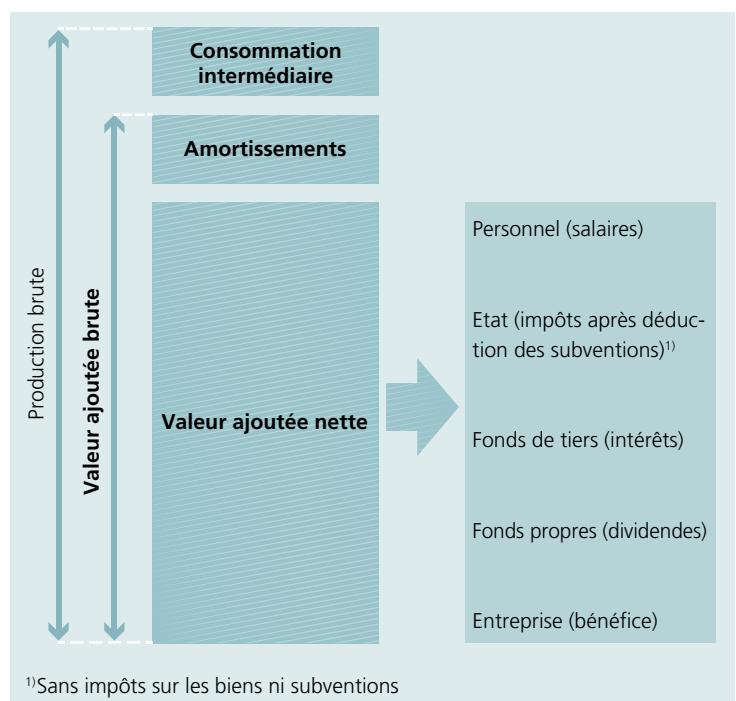
Si l'on ajoute à la valeur ajoutée brute la consommation intermédiaire, on obtient la **production brute**, soit approximativement le chiffre d'affaires d'une entreprise, d'une organisation ou d'une branche. Dans le commerce, la production brute est assimilable à la marge brute. Elle correspond donc au chiffre d'affaires après déduction de la valeur d'acquisition des biens négociés. C'est pourquoi, dans la présente étude, il est aussi fait état du chiffre d'affaires «sportif» du commerce.

Les **incidences indirectes**, c'est-à-dire qui sortent du cadre conceptuel de l'économie du sport, ne sont pas prises en considération dans la présente étude. C'est le cas de la demande de consommation intermédiaire et d'investissement des entreprises actives en dehors de l'économie du sport ainsi que de la demande de consommation induite par les revenus salariaux des personnes exerçant leur activité professionnelle dans l'économie du sport.

Les **frais de déplacement** liés à des manifestations sportives et les repas pris par des touristes séjournant en Suisse (avec nuitées ou dans le cadre d'excursions de jour) en relation avec des activités sportives sont inclus dans l'étude dès lors que le rapport avec le sport est manifeste.

L'**importance économique du sport** dans le contexte de la présente étude fait référence aux paramètres monétaires qui sont étroitement liés à la comptabilité nationale. Il n'est pas tenu compte des activités bénévoles ni d'autres incidences immatérielles, telles que les bienfaits du sport sur la santé et l'utilité éducative du sport.

Définition de la production brute et de la valeur ajoutée brute



¹⁾Sans impôts sur les biens ni subventions

Source: Rütter Soeco, les auteurs

Socle de données

Le principal cadre de référence servant à délimiter le concept de l'économie du sport et à déterminer l'importance de celle-ci est la **Nomenclature Générale des Activités économiques (NOGA)** de l'Office fédéral de la statistique. Cet outil permet de lier les résultats de l'économie du sport à l'économie globale et de les affiner par secteur du sport.

L'économie du sport en Suisse a été délimitée dans le détail **par branche** – rapport direct/pas de rapport direct avec le sport –, sur le modèle de diverses études étrangères et de chacun des secteurs du sport qui y figurent. Les branches ayant un lien avec le sport ont été sélectionnées dans un souci de transparence et de précision maximales.

Certains secteurs ou branches économiques du sport – les clubs et fédérations sportifs ainsi que certains services, par exemple – sont intégralement assimilés au sport, avec une part de 100 %. D'autres, comme la production de vêtements de sport et de loisirs et la télévision, ne peuvent revendiquer qu'une partie de la valeur ajoutée et des emplois attribués au sport, d'où une part inférieure à 100 %.

Les principaux **outils empiriques** utilisés pour la présente étude sont les suivants: analyses détaillées de la statistique structurelle des entreprises (nombre d'établissements et d'emplois) et du Registre des entreprises et des établissements (REE) de l'Office fédéral de la statistique, études approfondies de certains secteurs du sport (installations sportives, clubs et fédérations sportifs, manifestations sportives, médias), mini-enquêtes auprès de branches économiques sélectionnées, analyse des études de branches disponibles, entretiens avec des experts et estimations au moyen d'indicateurs.

Evolution des statistiques macro-économiques

Depuis la réalisation de l'étude de base de 2005 sur l'économie du sport, les statistiques macro-économiques sur lesquelles reposent les études ont fondamentalement changé. En 2008, la Nomenclature Générale des Activités économiques (NOGA) est devenue la NOGA 2008, qui permet de classer les unités statistiques «entreprises» et «établissements» selon leur activité économique afin de les rassembler au sein de groupes homogènes. Par conséquent, pour mener l'étude de 2008 sur l'économie du sport, la sélection de branches économiques à prendre en compte pour chaque secteur du sport a dû être modifiée, et la part représentée par le sport faire l'objet d'une réévaluation sur la base de la nouvelle nomenclature.

Un autre changement méthodologique concernant les données économiques de base est intervenu lors de l'actualisation de 2011: le recensement des entreprises (RE), utilisé jusqu'en 2008 par la Confédération pour déterminer le nombre d'entreprises, d'établissements et d'emplois, s'est vu remplacé par la statistique structurelle des entreprises (STATENT), utilisée pour la première fois en novembre 2013 de manière provisoire pour l'année 2011. Désormais, l'enquête s'appuie sur des données de registres (surtout caisses de compensation de l'AVS/AI/APG et Registre des entreprises et des établissements [REE]) et comprend plus d'unités par rapport à l'ancien RE⁵. Ce changement de méthode a permis de brosser un tableau plus exhaustif de l'économie nationale et, partant, de l'économie du sport. Tous les secteurs du sport ont dû être adaptés en conséquence. Pour la présente étude, on dispose de valeurs définitives pour les années de référence 2011 à 2013 et de données provisoires pour 2014.

En outre, l'Office fédéral de la statistique a procédé en 2014/15 à une révision de la comptabilité nationale (CN) destinée avant tout à harmoniser cette dernière avec le système européen (SEC 2010) et à instaurer la nouvelle STATENT. Ce changement a entraîné une adaptation de la valeur ajoutée brute et, ainsi, de la productivité du travail dans différentes branches économiques, ce qui a notamment eu pour effet d'accroître considérablement le PIB suisse.

Dans l'économie du sport, cette adaptation concerne en particulier les secteurs où la détermination de l'importance économique se fonde largement sur les statistiques en matière d'emploi ou sur des chiffres de création de valeur et de productivité spécifiques à une branche. Ainsi, la comparaison des dernières valeurs avec celles des études précédentes met en évidence des évolutions qui ne correspondent pas à une croissance effective, mais qui sont liées à la méthodologie utilisée.

Lorsqu'il a fallu adapter le socle de données en raison de la modification de statistiques ou la procédure d'estimation d'un secteur du fait de nouvelles informations, les chiffres de l'étude précédente ont été calculés rétroactivement selon la nouvelle méthode, ce qui a permis de garantir une certaine comparabilité entre deux années successives et d'aboutir à un taux de changement.

⁵Les différences sont pour l'essentiel dues aux très petites unités (entre zéro et moins de deux emplois) désormais contenues dans la STATENT.

Sources bibliographiques

- [1] Balthasar, A., Bieri, O., Laubereau, B., Arnold, T., Rütter, H., Höchli, Ch. et al. (2013). *Sportanlagenstatistik Schweiz 2012. Statistische Grundlagen mit betriebs- und energiewirtschaftlichen Vertiefungen*. Lucerne/ Rüschlikon: Interface, Rütter Soceco, ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.
- [2] Berwert, A., Rütter, H., Nathani, C., Holzhey, M., Zehnder, M. (2007). *De l'importance économique du sport en Suisse*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [3] bpa – Bureau de prévention des accidents (2016). STATUS 2016: *Statistique des accidents non professionnels et du niveau de sécurité en Suisse. Circulation routière, sport, habitat et loisirs*. Berne: bpa.
- [4] Ahlert, G. & an der Heiden, I. (2015). *Die ökonomische Bedeutung des Sports in Deutschland – Ergebnisse des Sportsatellitenkontos 2010 und erste Schätzungen für 2012*. Osnabrück: GWS mbH, 2hm & Associates GmbH.
- [5] Eurostat (2013). *The Vilnius-Definition of Sport Version 2.0. according to CPA 2008*. Luxembourg. Consultation le 7 novembre 2016 à l'adresse http://ec.europa.eu/eurostat/documents/6921402/0/Vilnius+Definition+Sport+CPA2008+official+2013_09_19.pdf/30838d11-01ea-431f-8112-50786e187c1c
- [6] Hoff, O., Rütter, H., Schwehr, T., Schmid, C., Rieser, C. (2014). *La dimension économique des clubs de la Raiffeisen Super League 2013/14*. Mandant: Swiss Football League. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [7] Lamprecht, M., Fischer, A., Stamm, H. P. (2014). *Sport Suisse 2014: Activité et consommation sportives de la population suisse*. Macolin: Office fédéral du sport.
- [8] Lamprecht, M., Fischer, A., Stamm, H. P. (2011). *Clubs sportifs en Suisse*. Macolin: Office fédéral du sport.
- [9] Nathani, C., Berwert, A., de Bary, A., Rütter, H., Rütter-Fischbacher, U. (2008). *Wirtschaftliche Bedeutung der Sportvereine und -verbände in der Schweiz*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rapport final. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [10] Niemann, S., Lieb, C., Sommer, H. (2015). *Accidents non professionnels en Suisse: Extrapolation actualisée et calcul des coûts* (en allemand). Rapport no 71 du bpa. Berne: bpa.
- [11] Rütter, H., Beck, A. (2011). *Volkswirtschaftliche Bedeutung der «SwissTopSport-Veranstaltungen 2010»*. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [12] Rütter, H., Busin, Ch., Popp, J. (2010). *Wirtschaftliche Bedeutung der Sportwerbung in Schweizer Medien*. Rapport spécial relatif à l'étude sur le système sportif suisse. Rüschlikon, août 2010. Mandant: Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [13] Rütter, H., Höchli, Ch., Schmid, Ch., Beck, A., Holzhey, M. et al. (2011). *De l'importance économique du sport en Suisse – 2008* (en allemand). Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [14] Schmid, Ch., Rieser, C., Fischer, A., Lamprecht, M. (2015). *Sport Schweiz 2014 – Sportkonsum. Auswertung spezifischer Ergebnisse der Befragung «Sport Schweiz 2014»*. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [15] Rütter, H., Schmid, Ch. (2013). *Poids économique des organismes sportifs internationaux en Suisse*. Version révisée. Sur mandat de la FIFA. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [16] Rütter, H., Schmid, Ch., Höchli, Ch., Rieser, C., Hoff, O., Schwehr, T. et al. (2014). *De l'importance économique du sport en Suisse – 2011* (en allemand). Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.
- [17] Sportaustria (2016). *Sportwirtschaft in Österreich*. Vienne. Consultation le 7 novembre 2016 à l'adresse <http://www.esce.at/spea/uploads/Sportaustria%20NR8%202012016-lr.pdf>
- [18] Stettler, J., Danielli, G., Gisler, M. (2007). *Importance économique des infrastructures sportives en Suisse* (en allemand). Rapport final sur mandat de l'Office fédéral du sport. Lucerne: ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.
- [19] Stettler, J., Erni, C., Linder, P., Mehr, R., Stofer, Ch. (2008). *Importance économique des manifestations sportives en Suisse* (en allemand). Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Lucerne: ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.
- [20] Stettler, J., Gisler, M., Erni, C. (2008). *Sport und Medien – Wirtschaftliche Bedeutung des Sports in den Medien und Medienwirkungen von Sportveranstaltungen*. Lucerne: ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.

Mandant: Office fédéral du sport OFSPO
www.ofspo.admin.ch

Mandataire: Rütter Soeco
Recherche et conseil dans le domaine socio-économique
8803 Rüschlikon
www.ruetter-soeco.ch

Direction du projet: Heinz Rütter (responsabilité générale), Corina Rieser

Traduction: cb service sa, Lausanne

Photo: Ueli Känzig

Conception graphique: Médias didactiques HEFSM

Edition: 2017

Référence proposée:

Rütter, H., Rieser, C., Hellmüller, P., Schwehr, T. & Hoff, O. (2017). Sport et économie en Suisse. De l'importance économique du sport en Suisse.

Macolin: Office fédéral du sport OFSPO.

Tous droits réservés. La reproduction ou la diffusion, sous quelque forme que ce soit, totale ou partielle, n'est autorisée qu'avec l'accord écrit de l'éditeur et la mention des sources.